



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale des Services
Pénitentiaires de Bordeaux (Région Nouvelle
Aquitaine)**

**188 rue de Pessac – CS 21509
33 062 BORDEAUX CEDEX
Tél : 05 54 52 84 00**

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Marché n° 24DISPBX012

**Transport du linge du Centre de Détention d'EYSSES, des Maisons
d'Arrêt d'AGEN et de PERIGUEUX à la blanchisserie du Centre de
Détention de MAUZAC**

Appel d'offres ouvert (Article L2124-2 du Code de la commande publique)

**DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 25/03/2026 à
09h30**

Imputations budgétaires :

Code CPV : 60100000-9 & 98311000-6

Activité : 10703010303

Domaine fonctionnel : 0107-02

Groupe de marchandise : 35.02.03

Axe d'analyse 1 : 10-AP1070130-BLANCHISS

Axe 2 : MR

Centre financier : 0107-F001-0001

Charte      
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PRESENTATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2	OBJET DE LA CONSULTATION – PRESENTATION GENERALE	3
ARTICLE 3	INFORMATION DES CANDIDATS	6
ARTICLE 4	MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS.....	7
ARTICLE 5	CANDIDATURES	8
ARTICLE 6	OFFRES	10
ARTICLE 7	CRITERES DE NOTATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 8	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	13

Article 1

Présentation de l'acheteur

MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE BORDEAUX
188 rue de Pessac – CS21509
33062 BORDEAUX CEDEX

Contacts :

Unité des Achats et des Marchés publics :

dbf-uamp.dr-bordeaux@justice.fr

La Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux gère 20 établissements pénitentiaires sur la région Nouvelle Aquitaine.

Article 2

Objet de la consultation – présentation générale

2.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert dont l'objet est relatif à la mise en place d'une prestation de transport par rolls contenant les sacs de linge sale du Centre de Détention d'Eysses, des Maisons d'Arrêt d'Agen et de Périgueux vers le Centre de Détention de Mauzac, et du retour des rolls contenant les sacs de linge propre du Centre de Détention de Mauzac vers le Centre de Détention d'Eysses et les Maisons d'Arrêt d'Agen et de Périgueux.

2.2 Forme et montant du marché

La présente consultation est passée en APPEL D'OFFRES OUVERT en application de l'article L2124-2 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

Ce marché est un marché à bon de commande, sans minimum.

Le montant maximum du marché est de 200 000€HT.

Les bons de commande seront émis annuellement et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

2.3 Allotissement

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, ce marché est un marché global. En effet, en raison de son objet et de ses spécificités techniques, un

allotissement de marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

2.4 Périmètre et lieu d'exécution du marché

Etablissements	Adresses	Contacts
Centre de Détention de Mauzac Siret : 173 301 201 00153	24150 Mauzac et Grand-Castang (Dordogne)	Standard : 05 53 73 55 00 Economat : 05 53 73 55 08 @ : economat.cd-mauzac@justice.fr
Centre de Détention d'Eysses Siret : 173 301 201 00120	1 rue Pierre Doize, 47300 Villeneuve sur Lot (Lot et Garonne)	Standard : 05 53 36 22 22 Economat : 05 53 36 22 35 @ : economat.cd-eysses@justice.fr
Maison d'Arrêt d'Agen Siret : 173 301 201 00138	44 rue Montaigne, CS 40327, 47008 Agen cedex (Lot et Garonne)	Standard : 05 53 77 43 90 Economat : 05 53 77 43 94 @ : economat.ma-agen@justice.fr
Maison d'Arrêt de Périgueux Siret : 173 301 201 00146	2 Place Beleyrne 24000 Périgueux (Dordogne)	Standard : 05 53 08 28 11 Economat : 05 53 08 06 75 @ : economat.ma-perigueux@justice.fr

2.5 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée ferme de 24 mois à compter de la notification du marché et pourra être renouvelé de manière tacite pour une durée de 24 mois.

Dans l'hypothèse où l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, il devra se prononcer par écrit au moins deux mois avant la fin de la période en cours. Il est considéré avoir accepté la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si l'acheteur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction, et les dispositions du Code de la commande publique seront applicables de plein droit.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'au terme de la période en cours.

La durée maximale du marché ne peut pas excéder 4 ans.

2.6 Variantes

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes.

Selon l'article 2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont autorisés à présenter des offres variantes à leur initiative à condition qu'elles ne dégradent pas le niveau de prestation décrit au C.C.T.P.

Les soumissionnaires peuvent présenter dans une offre variante pour un transport non dédié exclusivement aux établissements pénitentiaires à savoir une offre mutualisée. Les variantes

devront être détaillées et feront l'objet d'une offre technique et financière distincte et clairement identifiée comme étant une offre variante.

Dans le cas de la présentation de variante, le candidat devra obligatoirement remettre une offre de base.

2.7 Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte du traitement des données à caractère personnel. Pour l'application du présent article et au sens du règlement général sur la protection des données (ci-après RGPD) :

- Le responsable du traitement est l'acheteur
- Le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et notamment :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et abrogeant la directive 95/46/CE.
- L'ordonnance du 12 décembre 2018 réécrivant l'ensemble de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 et un décret du 29 mai 2019.

2.8 Composition du dossier de consultation

Seuls les exemplaires originaux conservés par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux font foi. Par dérogation au CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

• **Pièces particulières**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (BPU) complété par le titulaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses 2 annexes (annexe 1 : Fiche incident, Annexe 2 : Cadre du mémoire technique)
- Le Règlement de consultation (R.C)
- Le mémoire technique du candidat
- Les bons de commande émis par l'administration au fur et à mesure de l'exécution du marché
- Les réponses aux questions lors de la publication, et éventuellement la mise au point avant notification.

• **Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la signature du présent marché.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Tous les règlements, normes et lois en vigueur ayant un rapport avec l'objet du présent marché.

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, mais le soumissionnaire est censé en avoir connaissance.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées et constitutives du présent marché est réputée non écrite.

En cas de contradiction, le présent CCAP prévaut sur les conditions générales du titulaire, qui déclare avoir pris connaissance et accepté sans réserve le présent cahier des charges.

Article 3

Information des candidats

3.1 Renseignement des candidats durant la consultation

L'ensemble des échanges se fait uniquement par voie électronique, via PLACE : www.marches-publics.gouv.fr référence 24DISPBX012

Toutes les questions administratives et techniques, c'est-à-dire relatives à la procédure du marché ou relatives à des considérations issues du C.C.T.P doivent être posées exclusivement via l'interface PLACE ou par mail à l'adresse suivante : dbf-uamp.dr-bordeaux@justice.fr.

Un document récapitulatif de l'ensemble des questions sera disponible exclusivement via PLACE afin que l'ensemble des candidats ait accès aux mêmes informations.

3.2 Modalités de retrait et de consultation des documents du DCE

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE : www.marches-publics.gouv.fr).

Pour télécharger les documents, les soumissionnaires devront renseigner un formulaire d'identification.

A cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, toute information erronée peut nuire à la transmission des documents.

L'exactitude de ces informations est laissée à l'entière responsabilité du demandeur. Les frais d'accès au réseau internet sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont informés que le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur le site peut varier notablement en fonction de l'état du réseau et du volume du fichier concerné. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plateforme étant prise en compte, les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en termes de délai pour que leurs dossiers, notamment ceux particulièrement volumineux, soient déposés sur la plateforme dans les délais.

3.3 Modification des documents de la consultation

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues jusqu'à 6 jours avant la date limite de réception des offres, sont transmises aux candidats au plus tard 2 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en soumettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de remise des offres.

3.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie dans les 2 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications.

Article 4

Modalités de transmission des plis

4.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis avant la date inscrite en page de garde du DCE.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées sur les pages de garde du DCE. Les plis qui sont reçus ou remis après cette date et cette heure ne seront pas ouverts. Les plis parvenus hors délais sont inscrits au registre des dépôts et seront rejetés.

4.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : www.marches.publics.gouv.fr.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés, sauf à ce qu'ils constituent une offre variante à une offre de base. Aucun envoi par courriel ne sera accepté.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches.publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plateforme des achats de l'Etat, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .xls, .odt, .ods ainsi que les formats images .jpg et les documents au format .html.

Les plis (candidatures et offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixée par la présente consultation est considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, la date et l'heure limite de remise des plis pourra être modifiées.

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entrainera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 5

Candidatures

5.1 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont par principe exclue de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

5.2 Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

5.3 Présentation de la candidature

- **Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique, disponible depuis cette adresse : [Accueil https://dume.chorus-pro.gouv.fr/](https://dume.chorus-pro.gouv.fr/)

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponible à l'adresse suivante : [Communauté Chorus Pro – Toute l'information et la documentation sur Chorus Pro](#)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME en cochant, uniquement dans la partie IV « – α indication globale pour tous les critères de sélection » sans fournir d'informations particulières. En revanche, si l'acheteur n'a pas prévu cette possibilité, les candidats doivent fournir les informations requises. »

- **Candidature hors DUME**

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

La lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), ou équivalent, dûment rempli, et daté.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 est complète par chaque membre du groupement. En cas d'attribution du marché à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par les autres membres du groupement lors de la phase d'attribution.

- la déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement doit renseigner une déclaration de candidat.

Pour l'appréciation des capacités économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Pour l'appréciation des capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant l'équipe technique dont l'opérateur économique dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

- Présentation d'une liste des principales références pour les prestations objet du marché, obtenues au cours des trois dernières années pour la réalisation de marchés de même nature, en indiquant les montants, la date et le destinataire public ou privé.

5.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE).

Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des Marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

5.5 Examens des candidatures

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précis avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Article 6

Offres

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes, intégralement renseignées :

- L'annexe financière, le bordereau de prix unitaire (BPU)
- Un mémoire technique décrivant votre réponse à notre C.C.T.P et correspondant à l'objet du présent marché (maximum 5 pages sans compter les annexes – Arial Taille 10-12) et 5 annexes au choix maximum.
- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement.

6.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières, ou inacceptables sont éliminées.

Est considérée comme :

- *Inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre.
- *Irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.
- *Inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.
Cette demande ne peut aboutir ni à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 7

Critères de notation des offres

Les critères d'attribution et leurs pondérations sont les suivantes :

Critères	Pondération des critères
Critère n°1 : Prix Prix tout compris du transport	60%
Critère n°2 : Dispositif SAV mis en oeuvre et délais associés Description des engagements de l'entreprise dans son mémoire technique concernant les outils SAV et les délais d'intervention au regard des exigences inscrites au C.C.T.P	20%
Critère n°3 : Valeur technique Description des engagements de qualités concernant le transport au regard des exigences inscrites au C.C.T.P	10%
Critère n°4 : Engagement environnemental et social Description des engagements environnementaux et sociaux de l'entreprise dans son mémoire technique au regard des exigences inscrites au C.C.T.P	10%

La méthode de notation des offres sera la suivante :

Critère n° 1 : Prix des prestations

La note maximale (10) sera attribuée à la meilleure offre, à savoir l'offre ayant le prix le moins disant.

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre analysée} = \text{Note maximale} \times \text{meilleure offre} / \text{Prix de l'offre analysée}$$

Les notes seront ensuite pondérées conformément au coefficient de pondération précisé dans le règlement de consultation.

Critères n°2, n°3 et n°4 : Dispositif SAV mis en oeuvre et délais associés/ Valeur technique/ Engagement environnemental et social

Pour chaque critère, une note de 0 à 10 sera attribuée à chaque candidat au regard de l'échelle de notation suivante :

0 = nul

1 = insuffisant

2= très insatisfaisant ;

4 = peu satisfaisant ;

5 = moyen

6 = correct

7= assez satisfaisant

8 = satisfaisant

9 = très satisfaisant

10 = excellent

Des notes intermédiaires peuvent être attribuées.

Les notes seront ensuite pondérées conformément au coefficient de pondération précisé ci-dessus dans le règlement de consultation.

Article 8

Attribution de l'accord-cadre

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit fournir les moyens de preuve que l'acheteur ne peut obtenir de lui-même :

- L'acte d'engagement valant CCAP au format .pdf, complété et signé ;
- Les délégations de pouvoir ou des signataires d'engager la personne qu'il représente ;
- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- Les renseignements concernant la capacité de l'entreprise tel que prévu à l'article L. 2113-12 et l'article R. 2113-7 du Code de la Commande Publique ;
- Concernant les entreprises adaptées (EA) mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail, le Contrat d'objectif triennal valant agrément conclu avec l'Etat ;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ;
- Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Pour les entreprises en cours d'inscription un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- Une attestation de régularité fiscale à partir de leur compte fiscal ou après de leur service des impôts gestionnaire de moins de 6 mois ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociale et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale de moins de 6 mois (article D8222-5 du code du travail ou D8222-7 pour un candidat établi à l'étranger).

L'ensemble de ces documents pourront être transmis par DUME ou par courriel via PLACE.